

Lundi 22 août 2016

Discours d'Arnaud Montebourg à Frangy-en-Bresse - 21 août 2016



[Mes cher\(e\)s ami\(e\)s, mes cher\(e\)s camarades, mes cher\(e\)s compatriotes,](#)
(cliquez sur le lien et accédez aux images de cette journée)

Je veux remercier d'abord tous les Artisans du Projet France qui depuis 3 mois, depuis l'appel du Mont Beuvray, ont travaillé, réfléchi, discuté, se sont unis pour faire émerger et proposer un projet alternatif pour notre pays, la France.

Je veux remercier aussi les élus qui se sont manifestés de toutes parts, parlementaires, élus régionaux, départementaux, municipaux, qui se sont associés à cet effort collectif. Ils sont ici présents pour un certain nombre d'entre eux et je veux remercier de leur présence ceux qui nous font l'amitié de venir ou revenir à Frangy.

La France, notre pays, est un pays blessé, meurtri, parfois démoralisé. Nous sentons les bases de l'édifice qui nous unit s'affaïsser par secousses,

nous savons parfaitement que ce que nous avons construit en commun peut disparaître si nous n’y prenons pas garde.

La République et l’unité nationale menacées par les attaques terroristes, la construction européenne menacée de dislocation par l’incapacité de ses dirigeants à respecter les peuples européens, la démocratie et l’Etat de droit menacés par la démagogie des dirigeants politiques, l’économie épuisée par l’absurdité de politiques d’austérité contraires à l’intérêt de la France et de l’Europe, l’économie réelle menacée d’une nouvelle crise financière sans précédent puisqu’aucune décision n’a été prise pour limiter les excès de la finance, l’appauvrissement des Français des classes moyennes et populaires et l’explosion du nombre de chômeurs qui jette nos compatriotes par millions dans les bras de partis extrémistes et dangereux.

Nous risquons la division, la fragmentation et désormais l’affrontement entre Français dans une forme de guerre civile larvée que nos ennemis ont programmée pour nous abattre. Nous ne leur ferons certainement pas ce cadeau ! Parce que je sais aussi que les Français forment un grand peuple, capable d’intelligence collective, disposant de ressources d’optimisme, d’imagination et de capacité de résistance extraordinaire, un grand peuple qui combien de fois a su illuminer le monde, éclairer l’Europe, tracer son chemin singulier dans la marche difficile de l’Histoire.

Le projet que je viens vous proposer, c’est un projet qui s’appuie sur ces ressources pour bâtir avec vous et avec les Français la Nouvelle France.

C’est un projet audacieux pour un pays meurtri.

C’est un projet unificateur pour un pays divisé.

C’est un projet patriotique pour un pays qui ne sait plus où il va.

Est-ce un projet socialiste ? Oui, pour une grande part, par filiation, de par ce que je suis et d’où je viens.

Mais pas seulement. C’est aussi un projet qui affirme la conviction écologique en ce qu’il affronte la conscience des dangers planétaires.

C’est également un projet qui puise son inspiration dans les sources du gaullisme social, en ce qu’il renoue avec l’affirmation de la France.

C’est un projet républicain, destiné à faire face à la tempête qui se lève.

C'est un projet de gauche, une gauche ancrée dans la réalité, qui préfère l'efficacité aux slogans du prêt à porter idéologique.

C'est un projet volontariste qui propose de briser quelques barrières prétendues infranchissables.

On expliquera comme à l'accoutumée qu'on ne peut pas faire. En vérité, ceux qui veulent vous faire croire qu'on ne peut jamais, sont ceux qui ne veulent pas, qui ne veulent jamais ! C'est pourquoi, je propose au contraire d'affronter la difficulté de faire.

Parce que la France est malheureuse, parce que son être profond, son héritage extraordinaire -les Lumières, les combats républicains et sociaux, la Résistance- sont rudement malmenés par la mondialisation, qui affaiblit les Etats, la démocratie, au profit des marchés, de la compétition de tous contre tous, et du laissez-faire. Certaines élites françaises ont choisi la voie de l'adaptation sans condition, alors qu'il faudrait y mettre une certaine forme de résistance à ce monde qui percute notre aspiration nationale à rester nous-mêmes et à vivre selon nos choix.

Le projet que je viens proposer aux Français est résolument inscrit dans le monde d'aujourd'hui, il est ancré dans la modernité, il assume les mutations en cours, mais il veut préserver notre désir de vivre selon nos vus et nos croyances essentielles. Il propose des solutions innovantes ouvrant le chemin à la réaffirmation de la France, de ses intérêts, de sa puissance et de la force de son modèle républicain et social.

* *
*

En vérité, je n'aurais pas dû être là devant vous à proposer un projet alternatif. Car pour moi, l'alternative était celle que nous avons cru mettre au pouvoir il y a quatre ans. Elle était celle pour laquelle nous nous étions battus pendant des années, que nous avons débattue, travaillée, réfléchi pendant si longtemps et non sans peine, elle le fût ici, à cette tribune de Frangy, tant de fois !

Quatre années plus tard, qui n'éprouve le sentiment d'un gâchis, d'une grande occasion manquée, d'un oubli général de ceux qui nous ont mandatés et avec eux des leçons cruelles du 21 avril 2002 ?

Pour moi comme pour vous peut-être, le bilan de ce quinquennat n'est pas défendable. Des erreurs ont été commises sur le chemin qui nous a mené là et j'en prends ma juste part. La faute que j'ai commise, c'est celle de n'avoir pas réussi à infléchir, corriger, convaincre. Car la bataille intérieure au sein du gouvernement auquel j'appartenais fut sévère, sérieuse et ininterrompue. Bien qu'ayant tenté tant de fois de me battre avec d'autres, j'ai compris à l'usure que mes idées, nos idées n'étaient décidément pas au pouvoir. Et lorsque l'espoir qu'elles le seraient jamais un jour définitivement s'envola, il fallut décider de partir, quelle qu'en serait la forme. Ce fut donc Frangy 2014 !

Je me souviens des hauts-fourneaux de Florange qui, si ils avaient été nationalisés comme mon ministère l'avait proposé, fumeraient encore aujourd'hui dans cette fière Lorraine au cœur d'acier. Il y avait eu la parole donnée aux ouvriers sidérurgistes, il ne fallait pas les lâcher et je ne voulais pas les lâcher. Je présentais ma démission qui fut refusée une première fois.

Je me souviens aussi de ces incessantes notes répétitives adressées au palais de l'Élysée, minutieusement lues et relues par mes équipes et moi-même, détaillant les trop graves conséquences de l'austérité fiscale et budgétaire devenue le mantra de ce quinquennat. Jamais on ne répondait, jamais on ne débattait. Il fallut donc se battre pour tenter de faire ouvrir le débat en vain !

Je me souviens aussi des refus d'entendre les avertissements prononcés, y compris à cette tribune, contre le conformisme technocratique, contre la soumission aux idées adverses.

Le million de chômeurs prévisible de plus entré à Pôle Emploi, sachez-le, les plus hautes autorités en ont été dûment averties, dûment prévenues, mais elles n'ont pas bougé de leur Aventin et de leurs fausses certitudes.

Et comme s'il fallait ajouter de la déception à la désillusion, il y eut la déchéance de nationalité et la loi Travail.

Peut-on croire que ce soit une fierté que d'avoir laissé entendre que les binationaux étaient en quelque sorte la cause de tous nos malheurs ?

Peut-on croire que ce soit une fierté d'avoir levé le mouvement social contre ceux qui étaient censés lui donner de l'espoir ? Il y a comme un sentiment de méprise ou de piétinement des préférences collectives que nous avons tous partagé.

* *
*

Voilà pourquoi je voulais revenir ici à Frangy, par fidélité à ce que nous sommes et à ce que je suis. Car Frangy reste le visage de l'histoire de ce socialisme français, installé dans cette belle France rurale qui lutte depuis si longtemps pour vivre et assurer son avenir.

C'est d'ici, depuis cette Bourgogne qui nous est chère que j'ai décidé à nouveau de m'adresser aux Français, parce que je suis né ici physiquement et politiquement.

Mais surtout, c'est avec vous que j'ai affronté les moments difficiles tout comme les épisodes heureux.

Cette Bourgogne d'où je viens et que nous avons en partage, c'est aussi celle du Morvan. Le Morvan ? C'est là que la famille de mon père tenait une boucherie en face de la gare à Autun. C'est là qu'elle rencontra par hasard la famille de ma mère qui venait d'Algérie. Ils ont formé une alliance originale, fondé une famille française qui s'est longtemps décrite comme pour se moquer d'elle-même d'arabo-morvandiaux.

Pour nous comme pour moi, ce métissage, c'était la France que nous aimions passionnément et qui me permit de trouver mon chemin personnel. Je suis fier de porter ces deux France en moi, ces deux histoires qui ont fait tant de choses ensemble et ont surmonté la peur qu'elles éprouvaient de leurs propres différences dans une République qui n'a pas cessé de les réunir.

Aujourd'hui, c'est cette République, ses fondements et ses promesses qui sont en grand danger.

* *
*

L'austérité

Car huit années révolues après l'effondrement du système financier qui provoqua la plus grave crise économique depuis 1929, les promesses de régulation de la finance et des banques n'ont pas été tenues. Ce sont au contraire les démocraties qui sont tenues en respect par les marchés. Et ce sont les citoyens et les contribuables qui n'ont aucune espèce de

responsabilité dans la crise qui ont été partout convoqués pour payer les déficits publics occasionnés par le sauvetage des banques et des économies.

Ces plans d'austérité ont été mis en œuvre dans toute l'Europe. En France, ils ont pris la forme de l'austérité fiscale et fait payer ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, ouvriers, artisans, employés, commerçants, retraités, cadres, agriculteurs.

Ces plans inspirés par les Traités européens appliqués dans la plus grande dureté par la Commission européenne et par le gouvernement français ont détruit du capital, ont coulé l'économie, ont accentué les fermetures d'entreprises dans le pays, ont appauvri les classes moyennes et populaires et ont fait exploser le chômage.

Plus grave, ils ont échoué dans leurs objectifs de remboursement de la dette et de réduction du déficit. Plus grave encore des bulles financières se sont reconstituées et des experts annoncent une nouvelle crise financière.

Plutôt que de prolonger encore la crise par des plans de restriction -ce que propose la droite- ou des mesures anti-économiques qui aggravent la récession -ce qu'a fait la gauche-, le moment est désormais venu d'imposer la fin de l'austérité en France et en Europe et d'organiser enfin par des solutions nouvelles le redécollage de l'économie française et européenne.

C'est ce premier grand défi que je vous propose de relever ensemble.

* *
*

Les attaques terroristes

Pendant que notre pays est confronté aux difficultés économiques, la France est depuis dix-huit mois exposée à des attaques terroristes sans aucun précédent sur notre territoire.

C'est un défi d'une rare difficulté que d'y faire face car les sentiments de haine et de colère, de vengeance parfois, peuvent légitimement prendre le dessus après que nous avons tous été envahis par la si dure et si profonde tristesse de devoir pleurer nos morts.

Pourtant, il faut garder la tête froide et examiner les faits (rien que les faits), à travers le prisme de la vérité. Et la vérité conduit à dire que nos

ennemis n'ont pas choisi la France comme cible par hasard. Ceux qui commanditent les attentats sur le sol français ont constitué un proto-Etat, le groupe Etat Islamique, qui occupe un territoire, asservit les populations musulmanes, met en œuvre un projet totalitaire, organise des expéditions criminelles, bénéficie de financements douteux et d'alliés contestables. Il nous prend pour le maillon faible des pays occidentaux en raison de la part importante de nos compatriotes se reconnaissant dans la culture d'origine arabo-musulmane. Ce groupe Etat Islamique voudrait retourner ceux-là de nos compatriotes contre leur propre pays, la France.

Il connaît l'état des tensions à l'intérieur de notre pays. Il examine et exploite la faiblesse de notre unité républicaine. Et je n'hésite pas à dire qu'il souhaite la victoire du Lepénisme et fera tout pour l'obtenir pendant la campagne électorale en semant encore plus la terreur, en tentant de nous jeter encore plus les uns contre les autres pour que nous nous accusions mutuellement les uns, les autres, de telle faiblesse, de telle inaptitude, de telle incompetence. Il espère par dessus tout que nous abandonnerons les protections de l'Etat de droit, les libertés individuelles pour obtenir davantage d'affrontements entre Français.

Il veut que le pays de Voltaire et de Rousseau, le pays de la Révolution Française, du Serment du Jeu de Paume, de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen renonce à ses principes pour nous pousser à l'arbitraire et exploiter contre nous ceux qui pourraient en être les victimes.

Mais nous serons impitoyables, inflexibles. Et nous serons forts parce que la société française saura s'unir pour faire face.

Notre seule réaction doit être celle de ne pas céder à la provocation de l'ennemi et dans une grande maîtrise de nous-mêmes et avec le sang-froid nécessaire, tenir bon face à la menace. Pour réussir, il faudra mobiliser la société française toute entière autour de sa propre sécurité. Car il est possible de réduire par l'entraide, l'action collective d'une société, les dégâts humains et moraux du terrorisme comme d'autres pays ont su le faire.

Réapprendre la fraternité et refaire France, c'est ce que je vous propose de construire ensemble.

* *

*

La dislocation de l'Europe

Vous l'avez compris, après le choc du Brexit nous savons que l'Union Européenne est menacée de dislocation. Car les peuples européens, les uns après les autres, prennent peu à peu congé de l'Union Européenne pour non réalisation de ses promesses et désaccord massif sur le projet européen.

Si nous avons à faire le bilan de l'Union comme d'un investissement dans lequel la France a mis soixante ans de ses efforts, que dirions-nous ?

L'Union n'a pas protégé l'Europe des dégâts de la mondialisation qui ont mis au chômage et appauvri un nombre considérable d'européens.

L'Union n'a pas été capable de sortir l'Europe de la crise pendant que le monde entier en est sorti. Elle s'y est enlisée et nous y a même inutilement enfoncés.

L'Union n'a pas été capable de transformer le système financier, lequel a réussi, comble du scandale, à transférer sur les contribuables le fardeau de ses erreurs.

L'Union n'a pas été capable d'assumer le leadership dans les solutions mondiales nécessaires à la lutte contre le changement climatique.

L'Union n'a pas été capable d'éviter la montée des extrémismes en respectant un minimum la souveraineté et les choix démocratiques des peuples qui la composent.

L'Union n'a pas été capable de traiter la question migratoire.

L'Union n'a pas su nous protéger contre la menace terroriste.

Devant un tel bilan, l'Union Européenne est dans la situation d'une entreprise en faillite qu'il faudrait restructurer pour la sauver. Si on ne réforme pas radicalement nous savons qu'elle mourra.

Voilà pourquoi il faut bâtir avec nos partenaires européens une nouvelle Europe qui devra déboucher sur un nouveau Traité de Rome.

C'est ce combat que je vous propose de mener ensemble.

* *
*

Le dérèglement climatique

Pendant que l'Europe menace de s'affaïsser, chacun a également bien compris qu'un compte à rebours écologique dans la lutte contre le dérèglement climatique a commencé à se déclencher au-dessus de nos têtes.

En 2015, ce débat a été définitivement tranché par les organisations internationales et notamment l'ONU. Les preuves incontestables et inquiétantes ont été rassemblées du réchauffement de la planète qui est beaucoup plus rapide qu'on ne l'imaginait. Il est d'origine humaine et ses conséquences peuvent être catastrophiques. A l'échelle d'une génération, nous savons que nos enfants connaîtront à la fin de leur vie les conséquences de nos inconséquences.

La diplomatie française, à travers les succès de la COP21, où des engagements sérieux et vérifiables ont été pris se heurte néanmoins à de lourdes résistances du côté des pays continents comme les Etats Unis d'Amérique ou la Chine. L'Europe, où des efforts importants ont été réalisés, est aujourd'hui concurrencée par d'autres pays qui refusent de se soumettre aux mêmes efforts. Les Français et Européens ont changé leurs lois, réduisent leurs émissions de gaz carbonique mais continuent à importer sans limite des produits ultra carbonés.

L'impératif écologique justifie désormais la réforme du commerce mondial par l'instauration de taxes carbone sur des produits importés qui décourageront la poursuite de la destruction planétaire. L'Union Européenne et la France doivent engager et conduire une telle réforme. Ce serait un protectionnisme raisonnable, utile et de bon aloi, décidé dans l'intérêt collectif des habitants de la planète.

Pourtant l'écologie n'est pas à mes yeux une expédition punitive contre des hommes qui auraient commis des fautes.

L'écologie contribue à une croissance saine. Elle rapproche les lieux de production industrielle et agricole des lieux de consommation. C'est sa contribution au Made in France.

C'est cette mutation que je vous propose de mener ensemble.

* *
*

Le discrédit du système politique

Faut-il ajouter à ce tableau des menaces, l'installation de la méfiance généralisée et du mépris pour la politique ? Alors que précisément l'action politique est le seul et unique instrument qui reste aux peuples libres de maîtriser leur destinée et d'écrire leur histoire. Ce mépris populaire qui prépare les succès futurs des extrémistes est le fruit d'un système politique épuisé, discrédité et dangereux.

On ne réforme pas un pays contre l'immense majorité de ceux qui le composent et le font marcher. Mais on peut le transformer avec l'aide du plus grand nombre.

Devant ce discrédit généralisé de la politique, il faudra assumer le courage de construire une démocratie nouvelle capable de faire entrer les citoyens dans le système politique, supprimer les privilèges de l'oligarchie, rétablir la confiance dans l'action publique, et se donner les outils pour bâtir les compromis dont nous avons besoin. C'est ainsi que la France pourra rebondir, se relancer et se retrouver.

C'est le grand projet de République nouvelle que je vous propose de construire ensemble.

* *
*

La candidature

Vous l'avez compris, la France n'a plus besoin de dirigeants qui gèrent l'affaiblissement du pays et du système et nous ne voulons plus de gestionnaires du moindre mal. Elle en a déjà eu beaucoup qui ne voulaient prendre aucune décision courageuse. Cela nous a coûté cher, de toujours différer, de préférer retarder, de choisir de s'aveugler. La facture n'en a été que plus lourde.

Vous l'avez compris, les Français refuseront de choisir l'un de ces gardiens immobiles devant les temples effondrés que sont devenus les systèmes politique et économique.

On ne gèrera plus un système qui s'écroule, on devra le transformer au contraire et le changer !

Je vous propose que nous soyons les ingénieurs de cette Nouvelle France, les inventeurs de cette Nouvelle France et que nous prenions les moyens de le faire.

Après mon départ du gouvernement il y a deux ans jour pour jour, j'ai fait le choix de retourner parmi les Français. Je me suis formé, comme le font des millions de Français en transition professionnelle. J'ai choisi de gagner ma vie dans le privé et de travailler comme entrepreneur indépendant et libre. Ma liberté de pensée, de parole et d'action est désormais totale ! A la tête d'une start-up qui fait son chemin, nous avons créé quelques emplois, trouvé des investisseurs et des contrats, amélioré la technologie, construit un modèle économique et industriel. Je sais que cet état personnel modeste et que ce retour à la vie ordinaire est à mes yeux préférable à la carrière politique à vie, coupée de la réalité, tournant à vide, ayant perdu la compétence et la connaissance du réel.

Mon expérience que je propose aux Français est différente. Les huit années de jeunesse pendant lesquelles j'ai exercé le métier d'avocat m'ont enseigné l'injustice sur terre. Les quinze années de mandat parlementaire m'ont appris la faiblesse de notre démocratie. Les quatre années comme Président du Département de la Saône-et-Loire m'ont formé aux difficultés de la gestion. Et les deux années et demi au ministère de l'Economie et du Redressement productif m'ont convaincu que pour transformer ce pays tel que nous l'avions rêvé, il fallait les leviers d'action du Président de la République.

Voilà pourquoi nous avons lancé le Projet France avec plusieurs dizaines de milliers de nos compatriotes.

Voilà pourquoi je suis revenu ici à Frangy.

Je suis revenu pour agir, pour m'engager et cette fois pour réussir !

Je suis candidat à la Présidence de la République Française.

Je suis bien conscient de la difficulté de la tâche à accomplir. Je sais que jusqu'au mois de mai 2017 le chemin sera escarpé et les obstacles à vaincre seront innombrables. Mais je suis convaincu que nous pouvons cette fois l'emporter.

Si je suis candidat au rassemblement d'une majorité de Français, c'est d'abord parce qu'il m'est impossible, comme à des millions de Français, de soutenir l'actuel Président de la République.

J'aurais aimé pouvoir pourtant le soutenir, et vous appeler à le faire avec moi. Non pas parce que je serais l'un des siens, l'un de ses inconditionnels -je ne l'ai jamais été-. Mais parce que je suis de gauche.

Ce soutien aurait signifié que nous aurions agi au pouvoir avec efficacité. Non pas que nous n'aurions commis aucune faute ou rencontré aucun échec ! Non ! Il est dans la nature de l'humain d'être imparfait, de faillir, et dans l'essence du politique de rencontrer des difficultés, de connaître des limites.

Non, il aurait simplement signifié que nous aurions agi conformément à nos engagements pris devant le peuple, que nous aurions respecté, et même chéri nos valeurs. Il aurait signifié que nous serions restés fidèles à ceux qui nous ont fait confiance et pour qui nous nous sommes engagés.

Bien entendu, nous aurions dû composer avec la réalité du monde. Mais nous serions restés droits et aurions continué le combat pour lequel nous avons été désigné.

Voilà pourquoi j'aurais aimé avec vous aujourd'hui pouvoir appeler à ce soutien.

Mais en vérité, cela n'est pas possible, cela n'est pas souhaitable.

Ce n'est pas possible parce que l'échec qui est le nôtre devant la France provient du reniement et du renoncement.

Ce n'est pas souhaitable car la situation du pays est d'une telle gravité, qu'un profond renouvellement des idées, des projets, des hommes et des femmes est indispensable. Nous allons devoir créer de toutes pièces une nouvelle direction politique pour le pays.

Partageons ensemble cette vérité : si ce renouvellement ne s'organise pas maintenant, si nous nous résignons à tenter de reconduire l'actuel Président, les Français nous sanctionneront durement, et ils auront raison de le faire.

Alors depuis Frangy où il est lui-même venu, il y a longtemps, je m'adresse à lui, librement et fraternellement.

Je lui demande de bien réfléchir à sa décision, de bien considérer les faits, de prendre en compte l'intérêt général du pays, la faiblesse inédite et historique qui est la sienne au regard des Français, d'affronter sa conscience et sa responsabilité et de prendre la bonne décision.

Il y a des moments dans la vie d'un homme, où le choix de faire ou de ne pas faire s'impose de lui-même, car il renvoie à l'idée qu'on se fait de sa propre responsabilité et de la fidélité à ce qu'on croit.

Pour ma part, j'ai décidé de rester fidèle à mes engagements, à mes idéaux, à mes convictions plutôt que de me soumettre par faiblesse, conformisme, résignation, fatigue ou pire, par calcul.

Cette fidélité pour moi est la seule qui compte.

Et la responsabilité que j'ai décidé de prendre, qui est pleine de difficultés et d'épreuves à venir, c'est celle de me battre pour que nos idées arrivent enfin au pouvoir.

Voilà pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Candidat ? Mais pour quoi faire ? Pour organiser le retour de la France.

Après une décennie d'éclipse, la France doit être de retour. Après une perte de substance, elle doit se reconstituer, s'affirmer telle qu'elle veut être et retrouver sa force intérieure qui lui fait défaut.

C'est cela le Projet de Nouvelle France, nous retrouver nous-mêmes et la fierté de l'être. C'est ce projet que je veux vous présenter maintenant.

* *
*

Programme de redécollage de l'économie française

La Nouvelle France sera celle de l'organisation méthodique du redécollage économique.

La crise financière en 2009, puis les politiques d'austérité à partir de 2011 ont ravagé le tissu productif français et européen. Huit années après le début de la crise, l'investissement dans la zone Euro est aujourd'hui de 12 % en dessous de son niveau avant la crise. La zone Euro a fabriqué 5,5 millions de chômeurs supplémentaires et a désinvesti et détruit 270 milliards de capital. En France, l'investissement est de 7 % en dessous du niveau d'avant la crise. Tous les pays de l'OCDE hors zone Euro ont, au contraire, su faire repartir l'investissement de façon spectaculaire et ont ainsi diminué leur chômage.

En France, la désindustrialisation et les fermetures d'usine se poursuivent chaque jour. Ce sont ces toutes petites et moyennes entreprises qui meurent par dizaines de milliers en silence sur notre territoire pour

atteindre encore aujourd'hui le même niveau de faillites qu'en 2008, au plus fort de la crise.

Pendant ce temps, des entreprises de taille mondiale derrière lesquelles se cachent des Nations conquérantes viennent faire leur marché dans nos grands groupes et nos fleurons industriels sans qu'aucune réaction de défense de notre souveraineté industrielle ne survienne de la part de l'Etat et du gouvernement. L'hécatombe s'alourdit encore chaque année : Technip, Club Med, Alstom, Alcatel, Lafarge, Altis. Les menaces apparaissent désormais sur Valourec, Eramet, STMicroelectronics et la déstabilisation de nos entreprises publiques se poursuit : EDF, SNCF, Areva, Air France.

Comme beaucoup de nations industrielles du monde, la France peut-elle atteindre le plein emploi ? Les Américains y sont parvenus, les Allemands y sont parvenus, les Danois y sont presque parvenus, les Anglais y sont presque parvenus. Pourquoi pas nous ?

L'objectif de la Nouvelle France, c'est le plein emploi. Il ne s'agit pas d'inverser une courbe car les courbes se tordent dans tous les sens et derrière les courbes, il y a des vies, des gens, des drames. On ne pourra y parvenir qu'en organisant la mobilisation nationale de la totalité des ressources du pays autour des PME.

Les PME ? Elles sont plus de 3 millions et demi de moins de 10 salariés. Il suffirait d'une seule embauche dans chacune d'entre elles pour régler l'essentiel du problème du chômage. Pas deux, juste une seule ! Les PME ? Elles sont le trésor de notre pays mais nous le maltraitons. Les PME ? Ce sont les héroïnes du Made in France qui se battent au quotidien pour produire en France, créer et maintenir les emplois sur nos territoires. Pourtant, ce sont elles qu'on ignore, qu'on méprise ou qu'on méconnaît et ce sont elles qui nous permettront de réaliser et de concrétiser le retour en force du Made in France, cette grande cause nationale que désormais un grand nombre de Français soutiennent dans leur vie quotidienne.

C'est pourquoi la Nation entière doit organiser, dans une alliance de nature historique, toutes ses forces productives derrière ses PME Made in France. Tout le monde devra porter cette préférence collective derrière laquelle beaucoup d'autres choix devront céder ou s'ordonner : les banques et le système financier devront financer, le patronat devra s'intéresser aux petites entreprises plutôt qu'aux grandes, les syndicats devront s'y implanter, les grands groupes devront les soutenir, les collectivités locales

les faire travailler, les entreprises publiques les privilégier, la grande distribution les respecter, et bien sûr l'Etat les protéger.

Le Made in France n'est pas seulement une responsabilité de chacun d'entre nous, il doit devenir l'une des orientations politiques majeures et fondamentales autour desquelles j'entends rassembler les Français.

Car le Made in France est un état d'esprit formidable où on échange la performance contre le partage.

On crée d'abord de la richesse avant de la distribuer.

Les salariés sont associés au partage des profits et peuvent même être associés aux décisions et à la marche de leur entreprise.

Le travail et les travailleurs sont considérés tout autant que les actionnaires, le salaire et la rémunération du travail a autant d'importance que la rémunération du capital et les dividendes.

C'est cet équilibre qu'il nous faut instaurer là où il n'existe pas et fortifier là où il existe.

Le Made in France, c'est une nouvelle alliance entre les forces productives, entre le capital et le travail. C'est cette alliance autour de nos PME que je vous propose d'organiser de façon concrète :

Notre épargne est une des plus fortes au monde mais nous ne l'utilisons pas. Nos marchés publics passés par l'Etat, les collectivités locales, les hôpitaux, -l'argent de nos impôts-, sont une manne exceptionnelle mais nous ne les utilisons pas. Nos grandes banques privées obtiennent du crédit à distribuer par centaines de milliards en provenance de la Banque Centrale Européenne mais elles ne les utilisent pas. Nous avons donc les moyens d'organiser le redémarrage de l'économie mais nous nous l'interdisons à tort.

C'est pourquoi je propose d'investir obligatoirement entre 10 et 20 % des montants d'épargne des Français de l'assurance-vie dans les PME françaises situées sur le territoire national en contrepartie de la défiscalisation dont elles bénéficient. Ce sera au minimum 150 milliards en cinq ans qui vont enfin s'investir dans l'économie française. Notre épargne, nos économies doivent servir aux PME Made in France.

Je propose également de réserver pendant une période de huit ans, le temps que la France se réindustrialise, 80 % des marchés publics des

collectivités locales, de l'Etat, de ses hôpitaux, aux PME travaillant sur le sol national. Ce sont 80 milliards minimum de travail annuel pour l'appareil productif, et c'est le moyen de reconstituer ainsi la base industrielle du pays avec les impôts des Français.

Je propose encore de créer une banque d'encouragement au risque qui cautionnera 90 % des emprunts, des crédits aux petites entreprises, aux toutes petites entreprises, aux start-up, aux artisans, aux commerçants pour financer les innombrables projets de développement et de croissance portant sur les territoires. Aujourd'hui, la Banque Publique d'Investissement ne le fait que de façon homéopathique et au compte-gouttes. Nous recréerons donc un Crédit National, qui a été privatisé il y a vingt ans. Il sera chargé de financer la reconstruction de notre économie de sortie de crise et nous utiliserons le réseau de la Banque Postale pour distribuer les cautionnements.

Bien entendu, la Commission européenne s'opposera à certaines de ces décisions au nom du dogme de la concurrence libre et non faussée. Mais il s'agit là pourtant de mesures réparatrice des dégâts créés par les plans d'austérité européens que l'Union Européenne aurait été bien inspirée de corriger par elle-même. En tout état de cause, si la Commission européenne prend des mesures de sanction contre la France, nous paierons les amendes, nous assumerons les sanctions, car je préfère payer des amendes plutôt que laisser mourir l'économie française.

Je propose enfin que la Caisse des Dépôts et Consignations réalise un programme massif de rénovation thermique des bâtiments publics et privés pour 100 milliards d'Euros sur 5 ans, financé par les emprunts de très long terme d'une durée de 50 ans, ce qu'obtiennent les bailleurs sociaux aujourd'hui. Cet investissement considérable dans les économies d'énergie est de nature à faire repartir fortement les PME du bâtiment et du secteur des travaux publics. Les entreprises de ce secteur ont connu de lourdes difficultés ces dix dernières années. L'écologie deviendra ainsi le carburant de la nouvelle croissance.

Le retour du pouvoir d'achat

Mais le redécollage des entreprises doit toujours aller de pair avec le soutien au pouvoir d'achat de ceux qui travaillent et souvent travaillent dur.

Je m'adresse là à la France des fins de mois difficiles, à la France de la précarité, à la France ouvrière, souvent précaire et bosseuse, parce que c'est pour elle que nous devons agir, pour les oubliés de l'économie et de la politique.

Car qui veut encourager le risque a le devoir de revaloriser le travail. Car une société où l'on encourage le risque doit être aussi une société où l'on valorise le travail, le salaire, le prix de l'effort. Ce sont là les deux piliers de l'alliance des forces productives que je veux construire avec vous.

Je propose que les dix millions de salariés des PME de moins de 50 salariés du secteur privé exclus de la loi sur la participation aux bénéfices des entreprises en deviennent enfin bénéficiaires. Ils partageront ainsi les profits réalisés par leurs entreprises, augmenteront leur épargne, leur capital et leur pouvoir d'achat. Ce serait une révolution dans le pays qu'enfin on échange performance contre partage.

Je propose que les quatre millions et demi de Français locataires de leur logement social en deviennent propriétaire acquéreur avec une baisse de 50 à 70 % par rapport au prix du marché. Cela représenterait pour des millions de ménages modestes une chute significative de la charge du prix du logement et une hausse de leurs revenus.

Je propose que nous décidions par une mesure de solidarité nationale l'annulation progressive des hausses d'impôts de ces cinq dernières années sur les revenus du travail des classes moyennes et populaires. Ce sera justice de restituer ces prélèvements indus et ce sera excellent pour l'économie. Car ce sont les baisses d'impôts qui feront rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat, qui diminueront les déficits et non l'inverse.

Les hausses d'impôts de ces dernières années n'ont pas diminué la dette car elles ont coulé l'économie. Je vous propose donc de faire l'inverse et de faire redécoller l'économie par la baisse des impôts sur les revenus du travail, de l'emploi et des salaires.

Ce programme de redécollage de l'économie tient en 7 propositions.

Ce programme c'est le moyen de financer les services publics, l'Education nationale, les hôpitaux, nos retraites. C'est le moyen de cesser de gérer et de répartir la pénurie et de la faire payer toujours au plus modestes. C'est le moyen de reprendre notre liberté par rapport à l'austérité européenne et de faire ce que tous les autres pays du monde ont décidé de faire : une relance budgétaire massive.

Pourtant, vous verrez bientôt la cohorte des conformistes conservateurs, de droite, de gauche, se réveiller. Bientôt, ils vous diront qu'on ne peut pas, qu'il ne faut pas, soit parce que les banques ou les compagnies d'assurance ne le veulent pas, soit parce que les institutions de prévoyance ou les bailleurs sociaux le refusent.

Mais attention, le pays est économiquement et moralement en danger. Le temps n'est plus à l'immobilisme, à la tergiversation ou à la synthèse molle. Lorsque le pays souffre, notre devoir est de le sortir de là, de dépasser les préjugés et les règles qui sont établies depuis longtemps. Peu importe les obstacles, il faudra les franchir et seul le résultat compte.

* *
*

La mutation du modèle économique Français

Mais la Nouvelle France sera aussi la transformation progressive de notre modèle économique national. Il doit devenir plus patriotique. Il doit davantage lutter contre les excès de la financiarisation des entreprises. Et il doit s'appuyer sur un Etat fort.

Qu'est-ce qu'un Etat fort ? C'est un Etat au service du développement économique, capable de protéger les Français, capable de protéger la Nation, ses intérêts stratégiques et industriels lorsqu'ils sont menacés. C'est un Etat qui doit nous éviter les destructions venues de la mondialisation débridée et sans limite.

Un Etat fort peut parfaitement être avisé et modéré, délicat et intelligent dans sa façon d'agir, mais il est le seul moyen dont les Français disposent pour reconstituer la base industrielle de la Nation aujourd'hui en perdition.

Avec un Etat fort, l'économie peut enfin relever la tête. Nous allons protéger, parce que nous le devons, nos fleurons industriels contre le démantèlement et la perte de contrôle. J'avais pris au mois de mai 2014, lorsque j'étais ministre de l'Economie, un décret dit « Alstom » qui soumettait à autorisation les rachats d'entreprises stratégiques par des investisseurs étrangers ou permettait de fixer les conditions garantissant la protection de nos intérêts nationaux.

Si ce décret avait existé beaucoup plus tôt, on aurait évité la prise de contrôle de Mittal Arcelor, Pechiney et sa disparition, Alstom et son rachat. Et si mon successeur l'avait utilisé, Alcatel n'aurait pas été démantelée, mangée par Nokia à si bon compte. Et Technip n'aurait pas déménagé à Londres après sa fusion avec les Américains.

Je dois vous dire que je regrette ici publiquement qu'il n'en n'ait malheureusement pas fait usage. Il est même allé donner l'aéroport de Toulouse, une infrastructure qui dessert les installations industrielles d'Airbus, à un consortium chinois dirigé par des personnes poursuivies pour corruption dans leur pays, dont le dirigeant a un temps été en fuite et qui s'est empressé de vider la trésorerie. On peut rêver mieux comme sens patriotique à donner à l'action économique.

Jusqu'à présent toutes les méthodes de l'Etat gestionnaire n'ont pas fonctionné. Je vous propose que nous essayions, de façon innovante, l'alliance public - privé. C'est aussi cela l'alliance des forces productives.

Je propose donc que nous constituions un fonds de mise en commun de toutes les institutions financières privées à usage patriotique qui aura pour mission de protéger le capital de grandes entreprises, financer leur développement et maintenir les centres de décision en France. Les Japonais font cela avec beaucoup d'intelligence et de discrétion. Sachons le faire nous aussi.

Je propose encore que nous reconstituions avec le secteur privé et l'Etat comme actionnaire minoritaire, des conglomérats capables de développer nos savoir-faire, de nouer des alliances internationales et de devenir des champions européens et mondiaux dans les mines, dans la métallurgie, dans l'énergie, dans la pharmacie, dans les semi-conducteurs. Nous pouvons reconstituer notre puissance industrielle et les emplois qui vont avec sur le territoire français.

Je propose enfin que le secteur privé et l'Etat financent ensemble des projets industriels innovants dans lesquels la France pourra être leader mondial dans cinq à dix ans. J'avais créé avec le secteur privé les 34 plans industriels qui ont malheureusement été dilués. Nous sommes devenus un des meilleurs incubateurs au monde mais personne ne s'occupe de financer la croissance de ces pépites technologiques qui se font racheter et partent se développer ailleurs, comme tel est le cas dans l'industrie de la robotique.

Nous n'avons aucune raison de craindre le choc technologique et sociétal de la révolution numérique, cette vague d'innovations qui bouleverse les métiers, les entreprises, les comportements, la démocratie. Le nouveau monde nous appartient si nous décidons de nous y investir. C'est le Made in France de demain. Préparons-le pour qu'il appartienne à tous !

Pourquoi donc laisser à Elon Musk, le californien fondateur de Tesla et inventeur des fusées SpaceX, la primeur des défis industriels alors que nous pouvons le faire nous-mêmes ?

Pour réaliser ce chantier de reconstruction de l'industrie nationale ravagée par la crise, je n'hésiterai pas à nationaliser temporairement ou partiellement une des cinq grandes banques françaises. Nous pourrions la faire acquérir par la Caisse des Dépôts et Consignations et cela nous permettrait de disposer d'un bras séculier en mesure d'agir sur l'économie nationale.

La nationalisation, que pratiquent tous les pays à commencer par les plus libéraux, n'est ni un tabou interdit, ni un totem obligatoire. Elle est un outil de souveraineté à utiliser avec tact et mesure lorsqu'une Nation veut se faire respecter, et comptez sur moi pour que la Nouvelle France sache se faire respecter.

* *
*

La réinvention notre modèle social

La Nouvelle France imaginera la réinvention de notre modèle social.

Qui peut dire encore que contre le chômage tout aurait été tenté ? Bien au contraire, tout reste à inventer.

Sait-on qu'avec la Directive sur les travailleurs détachés, on importe le chômage des autres pays européens, comme si nous n'avions pas assez du nôtre. Les travailleurs détachés sont embauchés en France notamment dans les secteurs du bâtiment et de la logistique au tarif du pays d'origine, organisant la concurrence déloyale entre les travailleurs européens.

En France, un rapport parlementaire fait état d'un demi million de travailleurs détachés sur nos chantiers et sur nos routes.

Je propose de mettre fin à ce dumping social à domicile en décidant la suspension unilatérale de cette Directive pour le cas où nos partenaires européens refusent de l'abroger.

Sait-on également que seuls 2 % de l'argent de la formation professionnelle bénéficient aux chômeurs ?

Pourtant les mutations technologiques d'ampleur en cours, la montée de la robotisation justifient que les chômeurs soient formés aux nouveaux métiers quand ils perdent le leur !

Je propose que chaque chômeur soit obligatoirement formé à un nouveau métier pendant un an sur les 24 mois d'indemnités. Cet investissement doit être intégralement financé par la formation professionnelle, et les entreprises doivent accueillir les chômeurs en formation professionnelle.

L'argent de la formation professionnelle, mal employé et souvent gaspillé, qui n'est ni efficace, ni équitable car il ne bénéficie ni aux non diplômés, ni aux moins qualifiés et ni aux chômeurs de longue durée qui ont besoin de se qualifier, sera enfin utilisé pour redonner un métier aux chômeurs qui se sentent livrés à eux-mêmes.

Je propose enfin que les établissements de Pôle Emploi dans chaque région et les budgets de formation professionnelle des Conseils régionaux et des Chambres de commerce fusionnent en un seul service public local et autonome, dont les dirigeants seront élus au suffrage universel dans chaque Région.

Ces commissaires élus chargés de la réduction du chômage auront à leur main et sous leur contrôle les budgets de formation professionnelle et les outils de formation des Chambre de commerce et pourront s'occuper enfin sur le terrain de former les chômeurs. Ces dirigeants élus rendront enfin des comptes à la fois aux citoyens qui veulent que le chômage baisse, aux chômeurs qui cherchent du travail, aux employeurs qui cherchent des employés et ne les trouvent pas et il y en a environ 300 000.

Mais il est une chose que je n'accepte pas. C'est qu'on détruise les protections des salariés contenues dans le droit du travail sous prétexte qu'elles seraient responsables du chômage. Si le Code du travail doit être réformé, ce ne sera que par un compromis où chacun doit pouvoir être gagnant. Si on demande des efforts à une partie, les salariés, il faut offrir une contrepartie proportionnée et gratifiante. Tel n'a pas été le cas dans la loi Travail qui devra être renégociée.

L'alliance des forces productives, ce n'est pas la victoire des uns sur les autres, c'est l'échange équilibré de concessions réciproques.

* *
*

La lutte contre le terrorisme

Ce qui est vrai du combat contre le chômage, dans la bataille du Made in France, l'est aussi dans la lutte contre le terrorisme.

Après les attaques abominables et tragiques qui ont traumatisées le pays, on ne réussira pas sans refaire France et sans reconstruire ensemble ce bien qui nous est commun, la République. On ne réussira pas sans que la société française, les citoyens, les gens, la population ne devienne une force agissante. Nous avons besoin de la force collective de la société pour transformer et protéger le pays.

Une démocratie doit se défendre et pour cela elle doit pouvoir compter sur chacun de ses membres.

A chaque fois que le pays s'est affaîssi au cours des épreuves qu'il a traversées dans son histoire, il a su se relever face à l'abîme. Sa résistance face aux épreuves provient de notre conscience aiguë d'être un exemple pour tant d'autres peuples du monde.

Une nouvelle fois, notre peuple va devoir organiser les conditions de son sursaut.

Il va devoir renouer avec cette « levée en masse », pacifique cette fois, pour mener le combat collectif contre le terrorisme, et réarmer la République, notre socle, notre roc, notre plus solide patrimoine commun, celui-là qui soude la communauté de ses citoyens.

C'est pour cette raison que je vous propose de rétablir un service national, civil et militaire, égalitaire et universel, pour tous les jeunes hommes et jeunes femmes de notre pays, quelle que soit leur origine et leur milieu social, obligatoire pour une durée de six mois.

Ces jeunes gens sous les drapeaux soulageront nos militaires professionnels qui doivent pouvoir tous se porter sur le front des opérations militaires extérieures. Ils aideront et participeront sur tout le

territoire à la tâche difficile qu'ont les policiers, les gendarmes, les pompiers, la protection civile, les hôpitaux, les associations humanitaires, les associations d'aide et de soutien aux victimes. Ils feront avec nous l'apprentissage de l'organisation de notre propre défense et de notre sécurité. Et avec eux, la société française toute entière redécouvrira l'entraide, réapprendra avec les Français la camaraderie, et nous mettrons en œuvre ensemble ce beau mot de fraternité.

Tous les jeunes gens, jeunes hommes et jeunes femmes, enfants de riche ou de pauvre, seront traités sur un pied d'égalité : fils de bourgeois, fille des quartiers, peu importe leur religion mais tous d'abord Français et passionnément au service de la France.

Peut-on rappeler que les années Sarkozy nous ont fait prendre beaucoup de retard dans la lutte contre le terrorisme.

L'affaiblissement du renseignement territorial a été organisée avec la disparition des Renseignements Généraux. Et la destruction de la police de proximité a été décidée, ce qui nous a fait perdre dix ans de vigilance et d'encadrement dans les zones sensibles aujourd'hui minées par le djihadisme.

La chute des effectifs de police et de gendarmerie nous conduit aujourd'hui à des forces de sécurité épuisées et en nombre encore insuffisant.

Le rétablissement du service national pour les jeunes Françaises et les jeunes Français permettra de rattraper ce retard, de reconstruire une police de proximité et à la République de revenir dans les territoires perdus et oubliés de la République.

Nous allons pouvoir organiser avec la participation de la population, chacun devenant acteur de notre sécurité collective, la présence civique et humaine sur tout le territoire nationale de policiers, de gendarmes, de dépositaires du service public, éduqués dans le respect de la République et la défense de notre bien commun.

Nous avons donc besoin de nous organiser et de changer nos méthodes de travail. Car si nous vivons désormais avec le terrorisme, nous ne voulons pas vivre dans la terreur et dans la peur.

Nous allons devoir organiser beaucoup plus sérieusement la protection systématique des lieux publics, nous allons devoir renforcer nos moyens

en cybersécurité, nous allons devoir reprendre pied sur le terrain, améliorer nos connaissances avec du renseignement humain, de l'infiltration clandestine, le soutien et l'aide de la population.

Les débats actuels menés par la droite, engagée dans un concours Lépine des surenchères dangereuses pour nos libertés, au point de réclamer un camp d'arrestation sur simple soupçon administratif, un Guantanamo à la Française, sont dérisoires, relèvent de la politique-spectacle et ouvrent la porte à l'arbitraire qui se retournerait contre nous. La France, donnant à voir au monde un triste retournement de ses propres valeurs.

On peut toujours faire des concours de durcissement de nos lois, mais les terroristes se moquent de nos lois, ils les tourneront en ridicule et ne les craindront jamais puisqu'ils ont décidé d'assumer la mort. La seule force qu'ils ne pourront jamais vaincre, jamais contourner, c'est la mobilisation de toute la société française dans sa participation à la lutte contre le terrorisme.

De ces drames qui frappent la France, retirons-en la force de retrouver le sens de l'action collective, le goût de l'ensemble et du bien commun.

Réarmer la République

Refaire France c'est aussi réarmer la République par l'école.

Celle-ci n'est pas simplement faite pour offrir des travailleurs prêts à produire ou des consommateurs prêts à dépenser. Elle doit permettre à de jeunes individus de tous horizons, de toutes origines de devenir des citoyens éclairés, avec leur libre arbitre, autonomes, mais conscients de leurs responsabilités collectives, de leurs droits et de leurs devoirs vis à vis de la collectivité.

Cela veut dire qu'il nous faut retrouver le sens d'une morale républicaine commune. Plutôt que d'appauvrir sans fin les programmes, de baisser à l'infini les exigences, de provoquer la tristesse de ceux qui ont choisi de faire de la transmission des savoirs leur vie, il faudra reconstruire l'école autour d'objectifs clairs, socialement utiles et civiquement indispensables. C'est un travail de Titan, mais il faudra s'atteler à cette tâche difficile. Car ne l'oublions pas le sens du service public – et au premier rang l'école – c'est d'abord d'offrir un patrimoine à ceux qui n'en ont pas. Perdre ce cap c'est consacrer la machine à trier et à éliminer là où il est urgent de rebâtir une école de l'émancipation par l'instruction pour tous.

Refaire France, c'est aussi, dans une société profondément inégalitaire et discriminatoire, lutter pied à pied pour l'égalité des chances, chaque Français doit l'être à part entière et doit pouvoir faire valoir ses mérites quelles que soient ses origines lointaines ou récentes.

La Fraternité ne peut plus être un mythe inatteignable.

Refaire France et s'unir, c'est faire vivre dans nos vies cette fraternité, c'est s'entraider au quotidien dans la République pour défendre ce qui nous rassemble.

* *
*

Le sauvetage de l'Europe

Après le Brexit et les menaces de l'auto-destruction de l'Europe, nous n'éviterons pas une réforme radicale et une transformation en profondeur de l'Europe. Transformer l'Europe pour la sauver ! Refonder l'Europe pour la garder !

L'Union Européenne est un bien précieux qui nous est nécessaire. La France en a besoin pour prendre de la force face au reste du monde, comme tous les pays européens puisent leurs forces dans l'Union.

Pourtant, le projet européen s'est retourné contre les peuples d'Europe. La construction européenne est devenue un projet libéral extrémiste alors qu'il était historiquement coopératif et progressiste. Elle est devenue un projet autoritaire et oligarchique alors qu'il promettait d'être démocratique.

Voilà pourquoi l'Union est en danger de mort et en fin de course car les peuples et les citoyens européens rejettent massivement la construction européenne et sont tentés par l'exemple britannique.

En toute honnêteté, il n'existe aucun continent dans le monde qui applique des règles aussi libérales avec autant d'intégrisme que dans l'Union Européenne et dans la zone Euro ! L'Union Européenne est une passoire dans la mondialisation. Elle refuse de se protéger de sorte qu'en plus du dogme du tout ultra-concurrentiel entre européens, il faut faire face au dumping du reste du monde. Croyez-vous que l'agriculture puisse y survivre ? Que la petite industrie puisse s'y développer ? Que les salaires

des européens puissent augmenter quand ils sont systématiquement mis en concurrence avec les travailleurs sous-payés des pays émergents ? Les Européens sont devenus les naïfs du village mondial car tous les Etats de tous les continents font exactement tout ce que les Européens ont décidé de s'interdire pour eux-mêmes.

Faut-il ajouter qu'en matière budgétaire, la zone Euro est devenue l'îlot des fous du monde ? Le monde entier est sorti de la crise par des décisions d'inspiration keynésiennes. Pendant ce temps la zone Euro continue de mener une politique d'austérité et de déflation similaire à celle des années 30. Le résultat est désastreux.

La zone Euro est la dernière zone de crispation idéologique au monde qui a fait la preuve de son échec mais continue d'appliquer les mêmes recettes avec la même obstination.

Et ce n'est pas fini, puisque nous avons signé et ratifié un Traité qui organise et grave dans le marbre l'obligation de mener ces politiques.

C'est ce Traité qui, selon un certain discours du Bourget, devait être prétendument renégocié et qui ne le fut jamais.

Si cette politique devait être poursuivie, nous continuerions sur ce rythme d'augmentation du chômage et de non croissance pendant encore sept années. Ce serait, reconnaissons-le, amplement suffisant comme délai pour organiser nous-mêmes la victoire du Lepénisme et la victoire partout dans l'Union Européenne des anti-Européens sous toutes les formes.

Voilà pourquoi il faut être lucide en constatant que si l'Union Européenne ne devient pas de façon urgente protectrice, ce qu'elle n'est pas, solidaire, ce qu'elle n'est plus, et démocratique, ce qu'elle devait être, les citoyens Européens entreront en rébellion comme ils ont déjà commencé à le faire.

Voilà pourquoi ces Traités seront inévitablement remis en cause car dans le cas contraire ils feront disparaître l'Euro, l'Europe, et ses pays membres, dont la France, sombreront avec eux.

On ne sortira pas la France de l'impasse sans un sauvetage aux forceps de l'Union Européenne.

Je propose donc que l'élection présidentielle française de 2017 fixe un mandat de dépassement des Traités existants et de reconstruction de l'Union Européenne sur les bases suivantes :

Point n° 1 – On ne sauvera pas l'Union Européenne sans décider la fin de l'austérité. La France programmera la fin des règles fixant l'austérité budgétaire et monétaire contenues dans les Traités de Maastricht et de Lisbonne et qui ont enlisé la zone Euro dans la crise et l'ont enfermée dans des règles absurdes, obsolètes et suicidaires.

Dans la campagne qui commence, je souhaite d'obtenir des Français un mandat non négociable, inflexible et irréfragable de dépassement des Traités dans l'intérêt général européen et dans l'intérêt national de la France.

Point n° 2 – On ne sauvera pas l'Union Européenne sans impliquer les citoyens car ils n'en voudront plus s'ils n'en n'ont pas obtenu un tant soit peu le contrôle. Voilà pourquoi il faut construire l'Euro démocratique et mettre fin à l'Euro oligarchique. Un gouvernement économique de la zone Euro doit être créé et évoluer sous le contrôle démocratique d'un parlement.

Pour que ce parlement ne soit pas fictif ou fantoche, il doit pouvoir contrôler les décisions prises sur le plan budgétaire et monétaire. Il doit donc pouvoir contrôler les décisions de la Banque Centrale Européenne, les orientations budgétaires européennes exercées en commun et celles des Etats membres prises un par un.

Si c'est un gouvernement et un parlement qui décident des choix économiques, ce ne sont plus des règles immuables aussi absurdes qu'obsolètes que celles créées par les Traités que nous aurons à subir, mais des choix politiques évolutifs émanant d'une enceinte démocratiquement constituée.

Point n° 3 – On ne sauvera pas l'Union Européenne sans redistribuer les pouvoirs entre la souveraineté partagée entre Européens et la souveraineté nationale reconstituée au profit des peuples et des citoyens d'Europe.

On a confondu la mise en commun, le partage de la souveraineté avec l'uniformisation par la fabrication à jet continu de milliers de normes européennes qui remplacent les lois nationales et uniformisent les modes de vie. Cela a porté atteinte à la liberté des citoyens de choisir dans le cadre de leur souveraineté nationale.

Cette machine à produire des normes doit être limitée. Et l'Union Européenne doit s'accorder par des lois communes sur ce qui lui est

strictement nécessaire. C'est pourquoi le projet européen doit être redéfini sur l'essentiel et s'il le faut avec les seuls pays de la zone Euro sur une vision commune et partagée comme tel fut le cas des pères fondateurs en 1950.

Si rien de tout cela ne change, il est inutile d'imaginer une France retrouvant sa force propre, sa capacité à faire des choix, à se déterminer par elle-même et pour elle-même. On continuera à faire semblant que cela change, mais rien ne changera.

Car la zone Euro est le triangle des Bermudes du suffrage universel.

Vous votez pour la gauche Française et vous avez le programme de la droite Allemande.

Vous votez « non » au référendum sur le Traité européen, et vous voyez adopté le « oui ».

Depuis vingt ans en France, on fait des campagnes présidentielles, droite et gauche confondues contre l'Union Européenne, et au pouvoir, le Président fraîchement élu prend son avion pour Berlin et Bruxelles, part faire ses génuflexions, et enterre immédiatement ses engagements de campagne.

Le Président actuel de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a ainsi déclaré : « *Il n'y a pas de choix démocratique en Europe contre les Traités.* »

Je lui répondrai par avance. La démocratie est plus forte que les Traités, puisqu'elle les a faits. Et ce qu'elle a fait, elle peut non seulement le défaire mais aussi le refaire.

C'est précisément ce que la France va faire.

La France, pays fondateur, engagera donc cette refondation. Ce sera un combat difficile, épuisant, de longue haleine. Il y faudra autant d'intransigeance que d'intelligence, autant de force que de patience, mais la France assumera cette tâche pour l'Histoire : sauver l'Europe contre elle-même.

* *
*

Une nouvelle République

Dans ces temps de grave perte de confiance dans l'action politique, la Nouvelle France va s'atteler à transformer en profondeur le système politique.

Les politiques expliquent qu'ils veulent réformer la société. Je proposerai d'abord que la société réforme les politiques.

Car les Français en ont assez de subir la politique et de se sentir méprisés. Ils sont parfaitement capables d'en devenir des acteurs raisonnables. On dit que la France ne serait pas réformable, mais la réforme ne peut pas être l'addition de coups de force permanents contre la population. « *Confiez-nous les clés du pouvoir et laissez-nous surtout faire* ». Voilà le slogan universel des responsables politiques. Pour ma part, je ne crois pas que quiconque puisse prétendre gouverner dans l'intérêt du peuple car il faut désormais gouverner avec lui. Pour transformer le pays, les citoyens sont en effet la seule force efficace qui permette le changement nécessaire.

C'est pourquoi, je propose de faire adopter par référendum, dès l'été 2017, une réforme politique d'envergure qui établira une République nouvelle.

Elle procèdera d'un double mouvement : d'une part l'augmentation de la responsabilité des dirigeants politiques, d'autre part, l'entrée des citoyens dans le système politique.

L'élection présidentielle étant devenue une obsession permanente, on ne travaille désormais dans chaque mandat que trois ans et demi, le reste du temps étant consacré soit à l'apprentissage du pouvoir, soit à la préparation de la nouvelle élection. Je propose donc le retour au septennat, il devra être non renouvelable.

Les pouvoirs du Président de la République doivent être réduits, notamment en matière de nomination pour mettre fin aux moeurs monarchiques qui détruisent l'esprit républicain.

L'Assemblée nationale réduira son nombre de députés à 350 au lieu de 577, dont 50 seront élus à la proportionnelle intégrale. Les partis politiques exclus de la représentation parlementaire seront ainsi représentés, ils pourront faire leurs propositions constructives.

Le Sénat sera réduit à 200 membres. Cent citoyens seront tirés au sort sur les listes électorales, un par département afin d'assurer l'entrée des citoyens dans le système politique comme ils le sont déjà dans les jury des cours d'Assises, et deviendront Sénateurs. Le Sénat, qui conservera le pouvoir de se prononcer sur la Constitution, deviendra une chambre de contrôle de l'argent public, des engagements publics, des promesses publiques, des services publics, des décisions européennes. Et je propose que les 100 membres du Conseil Economique, Social et Environnemental deviennent à leur tour membres du Sénat, faisant de cette chambre l'outil d'évaluation des lois avant qu'elles ne soient adoptées.

L'article 49-3 ne pourra plus être utilisé sauf en matière budgétaire.

Les référendum d'initiative populaire seront instaurés.

La haute administration devra remettre sa démission à l'arrivée de chaque changement politique, et l'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration sera réservée à citoyens ayant déjà une expérience professionnelle avancée.

Le Conseil Constitutionnel sera dépolitisé dans sa composition et ne pourra plus être saisi que par les citoyens et non plus par les parlementaires.

Les autorités administratives indépendantes ne s'occupant pas des libertés publiques mais opérant dans l'économie seront supprimées.

Les ministres deviendront responsables individuellement de leurs actes devant le Parlement qui pourra les destituer à la majorité qualifiée, sans avoir à renverser l'ensemble du gouvernement.

* *
*

Cette République nouvelle est le moyen pour les Français de se faire à nouveau entendre et de reconquérir leur capacité d'agir et de décider par eux-mêmes.

Dans cette République que l'on pourra nommer VI^e tant elle est une transformation majeure, placera la construction européenne sous contrôle démocratique et elle permettra de redéfinir notre politique étrangère.

Car la France, dans les moments les plus affirmés de son histoire a toujours défendu une politique étrangère en rapport avec son histoire et sa géographie. Son goût prononcé pour l'indépendance nationale, son

refus de l'alignement sur d'autres puissances mêmes alliées, sa construction autonome des outils militaires de sa puissance ont fait d'elle une grande Nation indépendante parlant d'une voix singulière et assurant le trait d'union entre les Nations.

Pourtant, depuis 10 ans d'expéditions en aventures militaires aux conséquences parfois hasardeuses, notre pays s'est aligné sur les vues des néoconservateurs américains qui voudraient civiliser le monde avec des avions de chasse et des bombes. La France s'est laissée entraîner dans les guerres de la famille occidentale, alors que ce n'est nullement son intérêt national.

Du Général de Gaulle à François Mitterrand en passant par Jacques Chirac, la France a su dire, comme en 2003 devant l'Assemblée générale des Nations Unies en refusant de s'aligner sur les buts de guerre de l'administration américaine Bush en Irak, elle a su dire d'elle-même par la voix de son ministre des Affaires étrangères : « *La France est un vieux pays qui n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes.* »

La France est en effet une puissance d'équilibre qui assure un pont entre les Nations, elle n'est pas belliqueuse et doit organiser le dialogue. Entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, elle doit assurer l'équilibre. Entre les Etats-Unis et la Russie, elle doit se tenir fièrement au milieu, entre Israël et la Palestine, elle n'a pas vocation à être pour l'un ou pour l'autre, mais à la fois soutenir la sécurité de l'Etat d'Israël tout en défendant l'avènement d'un Etat viable pour le peuple palestinien.

La France n'a pas davantage vocation à signer tous les traités de libre échange concoctés par les administrations américaines. Car si je n'oublie pas ce que nous devons à nos amis américains pour notre liberté, je sais aussi que le mot « *allié* » ne veut jamais dire aligné.

Fin de l'austérité, programme de redécollage économique, grande politique du Made in France, transformation patriotique de notre modèle économique national, réinvention du modèle social, sauvetage de l'Union Européenne, rétablissement du service national civil et militaire et lutte de la société toute entière contre le terrorisme, naissance d'une République nouvelle, réorientation de notre politique étrangère.

Quel est le sens de ce projet pour la France ?

Mon projet, c'est d'être tout simplement nous-mêmes, d'organiser les retrouvailles avec ce que nous sommes, c'est de reprendre le pouvoir sur nous-mêmes, et nous remettre à écrire notre propre histoire.

Nous ne sommes pas condamnés à être les gérants d'une France succursale de la volonté des autres.

Nous voulons nous tenir debout parce que, comme toute grande Nation, nous sommes capables de nous surpasser ensemble.

Les 5 prochaines années seront décisives pour le pays qui a déjà perdu beaucoup de temps. Le monde ne nous attend pas. C'est à nous qu'il revient de retrouver notre force, notre substance pour affronter ensemble le monde et l'avenir.

Je repense en cet instant aux mots éternels qu'a prononcé Victor Hugo, de retour d'exil, le lendemain de la proclamation de la III^e République, le 5 septembre 1870, s'adressant aux Républicains :

Je vois « cette grande angoisse qui remue toutes les entrailles, la Patrie est en danger ! Je ne demande qu'une chose, l'union ! Par l'union, vous vaincrez ! Etouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles !

Serrons-nous tous autour de la République et soyons frères. Nous vaincrons ! »

Victor Hugo nous montre le chemin de la Nouvelle France.

Oui, nous pouvons conjurer ensemble l'affaissement de la France.

Oui, nous pouvons surmonter ensemble notre peur du présent comme de l'avenir.

Oui, nous pouvons transformer ensemble le pays et changer l'Europe !

Oui, nous pouvons refaire ensemble cette France fraternelle, si chère et si grande !

Demain comme aujourd'hui, je continuerai à m'adresser à vous, je continuerai à proposer avec vous des solutions pour cette Nouvelle France.

Cette France nouvelle qui se met en mouvement, je le dis à tous les Français, venez la faire avec nous, rejoignez-là !

Et ensemble nous pourrons dire, vive la République et vive la France.